



Bulletin élaboré  
par des travailleurs de  
RENAULT  
GRAND-COURONNE

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

# l'étincelle

Pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : [etincelle.rouen@orange.fr](mailto:etincelle.rouen@orange.fr)

Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

## Contre le racket patronal et gouvernemental, préparons la contre-offensive !

« Choc », « pacte », « compétitivité », « confiance »... depuis des semaines ces mots tournent en boucle, du patronat au gouvernement, en passant par les « économistes ». A travers ces mots, il faudrait comprendre et accepter l'idée que les salariés dans ce pays sont trop payés, ne travaillent pas assez et profitent indûment d'une des meilleures protections sociales encore existantes en Europe. S'il y a des suppressions d'emplois, des licenciements, des fermetures d'entreprises, si le chômage explose, ne cherchez plus, c'est parce qu'on ne serait pas assez « compétitifs » !

### « Big-bang salvateur » pour les patrons

Le rapport Gallois, ancien patron de la SNCF et d'EADS, épaulé par un responsable de l'UMP dans son travail « d'expert » a été applaudi par le MEDEF qui n'en peut plus de satisfaction. En préconisant 30 milliards d'exonérations de cotisations sociales pour le patronat il ouvre la voie à un véritable hold-up sur la partie de nos salaires versée directement par les employeurs pour assurer à chacun des services sociaux de qualité. Et Gallois voudrait faire avaler cela aux représentants syndicaux au nom d'un prétendu « *pacte social* » et de la « *solidarité nationale* » ! Il parle même de « *patriotisme* », un vocabulaire qui rappelle le temps des guerres. C'est en l'occurrence une vraie guerre sociale qui est ainsi déclarée contre les classes populaires. Les patrons sont décomplexés : chez Renault, Ghosn en profite pour annoncer l'accélération de la mise en œuvre d'accords « de compétitivité-emplois », d'autres frétilent dans l'attente de la simplification des procédures de licenciement.

### Le gouvernement organise le racket social

Ayrault n'a pas tardé pour annoncer qu'il suivrait la quasi-totalité des « recommandations » de Gallois. 20 milliards de cotisations sociales sur les salaires entre 1

et 2,5 fois le SMIC seront offerts aux patrons sous forme de crédit d'impôt dès 2013 ! Ce manque à gagner pour l'Etat sera financé pour moitié par une augmentation des taux de TVA, cet impôt le plus injuste car il frappe les pauvres de la même manière que les riches. Et l'autre moitié sera financée par une baisse supplémentaire de la dépense publique. Les couches populaires sont attaquées sur trois fronts : les dépenses quotidiennes, la protection sociale et l'accès aux services publics. Le changement promis par Hollande, c'est en pire !

### A nous d'organiser la contre-attaque !

En 2011, les entreprises du CAC 40 ont distribué 39 milliards de dividendes à leurs actionnaires. Alors, si on prenait l'argent où il est ? Cela paraît irréaliste aujourd'hui ? La seule façon de le rendre possible, c'est d'unir nos forces pour riposter à toutes ces attaques qui appellent une contre-offensive généralisée et coordonnée du monde du travail, pour imposer l'interdiction des licenciements, le partage du travail entre tous et l'augmentation des salaires et minima sociaux d'au moins 300 euros.

Popularisons ces revendications à l'occasion de la journée de mobilisation syndicale européenne du 14 novembre, à l'initiative des syndicats d'Espagne et du Portugal qui appellent ce jour-là à une grève générale. Une mobilisation qui montre que nous ne sommes pas en compétition avec les autres salariés européens, parce qu'ils subissent le même « choc » anti-social que nous. Dans tous les pays, de l'Espagne à l'Irlande, de la Grèce à l'Angleterre, tout comme en France, les gouvernements de gauche ou de droite s'entendent pour faire payer leur crise à la population. C'est bien pour cela qu'il faudrait s'y mettre une bonne fois, tous ensemble, ici et de l'autre côté des frontières.

## **FLEXIBILITÉ ET BAISSÉ DE SALAIRE POUR TOUS**

Renault mène des négociations à marche forcée pour pousser les syndicats espagnols à signer avant le 9 novembre un accord emploi/compétitivité.

Au menu : gel des salaires de 2014 à 2016, création d'une nouvelle catégorie professionnelle avec un salaire d'embauche correspondant à 65 % du salaire actuel, augmentation de la durée annuelle du travail de 5 jours, journée de travail variant de +/- 1h sur chaîne, réduction ou suppression des primes...

Faute d'accord, la direction menace de ne pas attribuer de nouveaux véhicules en Espagne. Et une fois signé, cet accord servira à faire accepter un accord de ce type en France. Face à cette offensive générale, c'est tous ensemble qu'il faut dire non !

## **LE CHANTAGE COMME FORME DE DIALOGUE**

Sur Declic, Ghosn donne son cap : «réduire les coûts en France». Il ajoute : «aucune solution ne s'impose à ce stade, toutes les hypothèses sont ouvertes», en donnant l'exemple de la cure de compétitivité imposée en Espagne.

Le message est clair : accepter de nouveaux efforts, rogner sur les emplois, les salaires afin de gonfler les profits. Carlos Tavares prétend mettre « *le dialogue social au coeur de l'entreprise* », et se félicite des «*négociations*» en cours sur la compétitivité avec les syndicats. Mais c'est à coup de chantages sur l'emploi que la direction veut imposer de nouveaux sacrifices aux salariés.

La crise ? Une opportunité pour la direction pour remettre en cause nombre d'acquis sociaux.

## **APRÈS LE PERMIS, LE SALAIRE À POINTS POUR LES ETAM**

C'est la dernière coqueluche de la direction de Renault : le job grading. Ce système évalue chaque poste selon des critères de compétences, d'initiative et de responsabilité. Chaque critère est noté et donne un nombre de points, dont le total correspond à un grade et à une rémunération (salaire mini, maxi et médian) définie par le « marché ». Évidemment plus il y a de points, plus le grade est élevé, plus

le salaire et les primes sont élevés. Avec ce projet, fini les grilles de rémunération et de qualification Renault. Une évaluation très subjective faite par les RH, les managers et des conseillers de la société Hay. Une rémunération de plus en plus individualisée et dépendant du « marché ». De quoi mettre davantage la pression sur chaque salarié : un projet à combattre.

## **LE FLIC DE SARKOZY EN RÉVAIT, CELUI DE HOLLANDE LE FAIT !**

Manuel Valls, pire que Claude Guéant : c'est la leçon à tirer de l'arrestation, pour ses seules opinions politiques, de la militante indépendantiste basque Aurore Martin, jeudi dernier 1<sup>er</sup> novembre, par la police française.

En juin 2011, la police avait bien tenté d'arrêter Aurore Martin dans le centre de Bayonne, mais devant la réaction de dizaines de personnes alertées, elle avait dû abandonner l'opération. Après cela, le gouvernement Sarkozy et le ministre Guéant n'avaient pas osé refaire une deuxième tentative.

Mais Hollande et Valls, eux, l'ont fait ! Arrêtée lors d'un contrôle routier prétendument fortuit, elle a été livrée le soir même à la police espagnole. Cette arrestation scandaleuse a provoqué une vive émotion au Pays basque. L'humanisme tant promis par le candidat Hollande est décidément bien oublié !

## **GRÈCE : CACHEZ CETTE LISTE QUE JE NE SAURAI VOIR...**

Une liste de 2059 fraudeurs ayant un compte en Suisse dormait depuis vingt mois dans les tiroirs du ministère grec des Finances. C'est pour avoir publié cette liste que le journaliste grec Kostas Vaxevanis a été poursuivi et arrêté pour « *viol de données personnelles* ». Devant la vague d'indignation suscitée par son arrestation, il a été relâché.

Tandis que les travailleurs grecs, accusés de fraude fiscale, paient la crise à grand coup de mesures d'austérité, une bande de riches armateurs et parasites exonérée d'impôts planque son magot dans les paradis fiscaux. Au lieu de débusquer les fraudeurs, la justice s'en prend au journaliste qui les montre du doigt.